



## Faits saillants des ateliers de consultations régionales

# IC

### VANCOUVER LES 1 ET 2 SEPTEMBRE 1994

Karl Brackhaus, PDG, Dynapro Systems Inc., 800, Carleton Court,  
New Westminster

Industry Canada  
Library - Queen

NOV 10 1995

Industrie Canada  
Bibliothèque - Queen

**Organisateur principal:** Hugh Wynne-Edwards, président-directeur général, BC Research Inc.  
(tél. : 604-224-4331)

**Participants:** 94: 21 du milieu universitaire; 53 du monde des affaires; 19 du secteur public;  
1 autre

#### Gestion fédérale des investissements en matière de S-T

Promouvoir la connaissance des sciences, la culture scientifique et les possibilités de carrière en sciences pour les femmes et les hommes;

Inclure les sciences sociales dans la définition de la science;

Appuyer la notion de durabilité économique, de pérennité environnementale et d'éthique comme éléments clés de toute activité de recherche et de développement en S-T;

Promouvoir la collaboration et le partenariat entre les secteurs public, privé et universitaire;

Mieux faire connaître les recherches orientées vers le marché, et chercher l'équilibre entre le bien public et la recherche pure;

Rationaliser les responsabilités en S-T entre les paliers de gouvernement;

Accroître l'importance donnée aux utilisateurs par le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (CRSNG), et élargir le partenariat;

Fournir des encouragements financiers aux laboratoires fédéraux afin qu'ils transfèrent leurs technologies vers l'extérieur;

Maintenir le programme PARI, et peut-être l'élargir afin qu'il couvre les frais de démarrage et les priorités en recherche scientifique et en développement extra-muros;

Insister davantage sur le transfert des innovations vers l'entreprise.

#### Point de mire sur la région de la Colombie-Britannique et du Yukon

En Colombie-Britannique, on met l'accent sur la création d'emplois et de richesse, grâce à l'infrastructure et à la culture scientifiques et technologiques en expansion sur l'île de Vancouver, dans les basses terres du Fraser et dans toute la province. Ces activités et ces compétences en S-T forment une base essentielle sur laquelle le Canada peut s'appuyer pour assurer une présence économique dans le dynamique bassin du Pacifique. La Colombie-Britannique reconnaît que les investissements dans les ressources humaines, un facteur clé de toute activité de R-D en sciences et en technologie, sont essentiels si l'on veut promouvoir la culture scientifique et former une main-d'oeuvre innovatrice et entreprenante, dotée des connaissances nécessaires.

*Nous avons pour mission de déterminer des principes pouvant aider le gouvernement fédéral à établir des priorités d'investissement en sciences et technologie.*



Faits saillants des ateliers de consultations régionales

Industry Canada  
Library - Queen

NOV 10 1995

Industrie Canada  
Bibliothèque - Queen

**VANCOUVER**

LES 1 ET 2 SEPTEMBRE 1994

- Président:** Karl Brackhaus, PDG, Dynapro Systems Inc., 800, Carleton Court, New Westminster
- Conférencier principal:** Hugh Wynne-Edwards, président-directeur général, BC Research Inc. (tél. : 604-224-4331)
- Participants:** 94: 21 du milieu universitaire; 53 du monde des affaires; 19 du secteur public; 1 autre

**Gestion fédérale des investissements en matière de S-T**

Promouvoir la connaissance des sciences, la culture scientifique et les possibilités de carrière en sciences pour les femmes et les hommes;

Inclure les sciences sociales dans la définition de la science;

Appuyer la notion de durabilité économique, de pérennité environnementale et d'éthique comme éléments clés de toute activité de recherche et de développement en S-T;

Promouvoir la collaboration et le partenariat entre les secteurs public, privé et universitaire;

Mieux faire connaître les recherches orientées vers le marché, et chercher l'équilibre entre le bien public et la recherche pure;

Rationaliser les responsabilités en S-T entre les paliers de gouvernement;

Accroître l'importance donnée aux utilisateurs par le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (CRSNG), et élargir le partenariat;

Fournir des encouragements financiers aux laboratoires fédéraux afin qu'ils transfèrent leurs technologies vers l'extérieur;

Maintenir le programme PARI, et peut-être l'élargir afin qu'il couvre les frais de démarrage et les priorités en recherche scientifique et en développement extra-muros;

Insister davantage sur le transfert des innovations vers l'entreprise.

**Point de mire sur la région de la Colombie-Britannique et du Yukon**

En Colombie-Britannique, on met l'accent sur la création d'emplois et de richesse, grâce à l'infrastructure et à la culture scientifiques et technologiques en expansion sur l'île de Vancouver, dans les basses terres du Fraser et dans toute la province. Ces activités et ces compétences en S-T forment une base essentielle sur laquelle le Canada peut s'appuyer pour assurer une présence économique dans le dynamique bassin du Pacifique. La Colombie-Britannique reconnaît que les investissements dans les ressources humaines, un facteur clé de toute activité de R-D en sciences et en technologie, sont essentiels si l'on veut promouvoir la culture scientifique et former une main-d'oeuvre innovatrice et entreprenante, dotée des connaissances nécessaires.

*Nous avons pour mission de déterminer des principes pouvant aider le gouvernement fédéral à établir des priorités d'investissement en sciences et technologie.*



## **Établissement des priorités**

Harmonisation interprovinciale des encouragements fiscaux et des incitations aux investissements;  
Canada - la nation intelligente; les ressources humaines sont la clé des S-T, et la formation et l'éducation des ressources humaines nous permettront de former une main-d'oeuvre pour la future économie fondée sur le savoir;

Base d'information pour la prise des décisions en S-T;

Infrastructure en S-T;

Recherche fondamentale - le pourcentage du PIB qui lui est consacré devrait être basé sur la moyenne des pays membres du G-7;

Permettre la mobilité intersectorielle de la main-d'oeuvre en S-T : industrie, gouvernements, universités et collèges;

Établir en partenariat un fonds de formation, en offrant aux utilisateurs des crédits fiscaux au titre de la formation en industrie.

## **Opinions répandues**

Formuler des orientations et une stratégie industrielle pour le Canada qui soient ouvertes, explicites, orientées vers le long terme, souples et qui reflètent la double nature de notre industrie. Cette stratégie et ces orientations devraient être formulées par les intéressés, et non par le gouvernement.

Établir des critères de rendement pour le financement des S-T;

Revoir le traitement fiscal du secteur manufacturier à valeur ajoutée au Canada;

Envisager de réinstaurer le Programme des propositions spontanées (Travaux publics);

Reconnaître l'importance de l'autoroute de l'information et appuyer ce projet, afin de stimuler le transfert technologique;

Envisager de créer un fonds enregistré de formation personnelle, exempt d'impôt, en utilisant les budgets de l'assurance-chômage;

Jumeler les primes d'assurance-chômage à la formation, en établissant des crédits fiscaux pour ces primes;

Mousser l'intérêt pour les sciences chez les jeunes Canadiens; on pourrait utiliser le puissant média qu'est la télévision, et cela pourrait se faire en partenariat avec l'industrie du spectacle;

Accroître les connaissances scientifiques des enseignants, en soulignant la nécessité d'encourager les jeunes filles à se diriger vers les sciences;

Allouer davantage de fonds provenant du Conseil, afin d'aider les étudiants à travailler dans le contexte de coopération industrie-université;

Offrir aux entreprises des encouragements afin d'améliorer la qualité des programmes de stages;

Encourager l'esprit d'entreprise : à cette fin, accroître la «réceptivité technologique» de l'industrie et générer de la richesse.

## **Réflexions sur le processus**

Les participants furent nombreux, et les interventions furent énergiques et profondes. Les remarques d'ouverture provocatrices du commentateur ont porté sur la nécessité, pour les partenaires en S-T, d'assumer la responsabilité du résultat de cet examen et de participer pleinement au processus, pour ainsi tourner le dos à l'actuelle culture des «droits».



## Faits saillants des ateliers de consultations régionales

### SASKATOON

LES 8 ET 9 SEPTEMBRE 1994

Présidente: Patricia Glenn, présidente, Intercura Consulting Inc.

Conférencier principal: Bob Church, professeur émérite, Université de Calgary (tél. : )

Participants: : du milieu universitaire; du monde des affaires; du secteur public; autres

#### Gestion fédérale des investissements en matière de S-T

Le gouvernement doit promouvoir un climat qui incite l'industrie à faire de la recherche fondamentale au Canada.

Faire l'évaluation exhaustive du programme de recherche fondamentale.

Améliorer les mesures d'évaluation des S-T.

Créer des conseils consultatifs composés d'intervenants pour les laboratoires fédéraux.

Charger le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (CRSNG) de financer les projets de recherche interdisciplinaire.

Recourir davantage à l'analyse des risques-avantages à l'égard des transferts de technologie du secteur public.

Faire du ministre de l'Industrie le champion des S-T canadiennes.

#### Point de mire sur les Prairies et les Territoires du Nord-Ouest

La réalisation des avantages du Canada en matière de ressources naturelles est essentielle à une stratégie nationale en S-T. Le partenariat entre l'industrie, les universités et les laboratoires gouvernementaux est d'importance capitale. Les S-T constituent un facteur critique dans la mise au point d'un plus grand nombre de procédés et produits à valeur ajoutée et respectueux de l'environnement, lesquels sont essentiels au renforcement de notre compétitivité sur les marchés d'exportation.

#### Établissement des priorités

Fixer à 2 % du PIB le financement des S-T au Canada (niveau actuel : ~ 1,4 %).

Relativement au financement du secteur de la santé, établir un nouvel équilibre entre la prestation des soins et la recherche.

Accroître le soutien apporté au Programme d'aide à la recherche industrielle (PARI).

D'ici deux ans, confier à des organismes externes des activités de S-T d'une valeur de un milliard de dollars que le gouvernement fédéral réalise actuellement à l'interne.

D'ici quatre ans, convertir les systèmes canadiens des soins de santé en un système axé sur des résultats scientifiques.

*Nous avons pour mission de déterminer des principes pouvant aider le gouvernement fédéral à établir des priorités d'investissement en sciences et technologie.*



## Opinions répandues

Mettre sur pied des programmes d'éducation et de formation professionnelle plus innovateurs; p. ex., alternance travail-études, programmes coopératifs, télé-enseignement.

L'intégration de l'économie, de la santé et de l'environnement signifie des prises de décisions éclairées.

Faire des efforts de vulgarisation scientifique auprès des Canadiens de tout âge.

Englober les sciences sociales et humaines dans la définition de la science.

Adopter une politique budgétaire qui encourage les investisseurs de capital risque.

Faciliter la commercialisation grâce à l'établissement de liens et aux centres d'incubation.

Élaborer des politiques à tous les paliers de gouvernement favorisant le perfectionnement des ressources humaines, vu leur importance dans les S-T.

Assurer l'égalité de rôle des femmes et des autres groupes sous-représentés dans la formulation des politiques de S-T.

Faire en sorte que tous les enseignants de l'école primaire aient acquis des rudiments de S-T au cours de leur programme d'études.

Envisager des crédits d'impôt pour la recherche en sciences sociales.

Encourager la spécialisation régionale des grappes industrielles.

Harmoniser les programmes de soutien des S-T.

Harmoniser la réglementation au Canada afin de supprimer les barrières.

Promouvoir la culture scientifique au sein de la société.

Le gouvernement devrait jouer un rôle de facilitation et non d'exécution.

## Réflexions sur le processus

La participation à la réunion a été bonne, les secteurs des ressources naturelles ayant manifesté un intérêt considérable, notamment pour ce qui est de la commercialisation des technologies dans les secteurs tant traditionnels que nouveaux.



## Faits saillants des ateliers de consultations régionales

### ST. JOHN'S

LES 14 ET 15 SEPTEMBRE 1994

**Présidente:** M<sup>me</sup> Linda Inkpen, Fortis Education Foundation, 139, rue Water, pièce 1202, St. John's, Terre-Neuve, A1B 3T2

**Conférencier principal:** M. Jack Clark, président et premier dirigeant, C-CORE, Université Memorial, Édifice Bartlette, St. John's, Terre-Neuve, A1B 3X5

**Participants:** 126: 38 milieu académique; 46 secteur privé; 22 milieu gouvernemental; 20 autres.

#### Gestion fédérale des investissements en matière de S-T

Le gouvernement fédéral a un rôle capital à jouer dans la promotion et la réalisation d'une nouvelle vision touchant le système national d'innovation (SNI). Le SNI doit porter essentiellement sur la création de la richesse, le bien-être social et le développement durable. Le système actuel est fragmenté, et il est donc essentiel que le gouvernement fédéral accroisse l'interaction et établisse des liens en agissant comme un agent visionnaire de catalyse du changement.

Le gouvernement fédéral doit évaluer l'efficacité des activités de S-T en se fondant sur les critères de pertinence et d'excellence, de façon à éliminer le double emploi et l'inefficacité.

Des programmes de stimulation, semblables à l'ancien programme des propositions spontanées sont nécessaires, mais ils doivent être assortis de critères d'évaluation plus rigoureux et d'un apport de capitaux du secteur privé.

Les laboratoires fédéraux doivent accorder un soutien solide aux petites et moyennes entreprises.

L'établissement des priorités et l'affectation des ressources doivent demeurer sous l'impulsion sectorielle, plutôt que d'être l'objet d'une planification et d'un contrôle centralisés.

Les activités de recherche-développement dans les laboratoires fédéraux qui portent sur la collecte de renseignements, la réglementation, les recherches d'importance stratégique pour l'avenir du Canada, la sécurité nationale et l'élaboration des politiques publiques doivent être maintenues.

Un examen annuel de la performance en regard des plans stratégiques doit être fait dans tous les laboratoires.

Une souplesse et un esprit d'entreprise plus grands doivent être encouragés dans les laboratoires fédéraux, à condition qu'ils n'entrent pas en concurrence avec le secteur privé.

#### Point de mire sur la région de l'Atlantique

Traditionnellement, c'est dans les domaines de l'exploitation des ressources naturelles marines, de la recherche-développement de pointe, ainsi que de la recherche fondamentale et appliquée de grande qualité que la région de l'Atlantique s'est distinguée. Les facteurs économiques et la mondialisation du marché amènent la région à se lancer dans des projets coopératifs et innovateurs en science et en technologie qui permettront d'ajouter de la valeur aux produits traditionnels, d'en créer et d'en commercialiser de nouveaux, de garantir une main-d'oeuvre qualifiée et de promouvoir dans la collectivité des efforts d'innovation ayant des répercussions au niveau international.

*Nous avons pour mission de déterminer des principes pouvant aider le gouvernement fédéral à établir des priorités d'investissement en sciences et technologie.*



Une formule juste, équitable et transparente doit être élaborée pour l'exploitation sous licence des droits de propriété intellectuelle découlant des travaux des laboratoires fédéraux.

### **Établissement des priorités**

Une vigoureuse campagne de sensibilisation du public doit être lancée pour montrer l'accessibilité de la science, ses répercussions sur tous les Canadiens et ses limites.

Le gouvernement fédéral doit continuer de soutenir la recherche fondamentale dans les domaines où le Canada excelle et qui répondent aux objectifs économiques et sociaux du Canada.

La transférabilité des pensions encouragera l'échange de chercheurs entre le secteur public, l'industrie et le milieu universitaire.

Une certaine portion des fonds consacrés aux S-T doit être affectée à la recherche en sciences sociales et en sciences de la santé.

### **Opinions répandues**

Le Canada a besoin d'une vision d'un système national d'innovation (SNI) qui soit fondé sur la pertinence et l'excellence, qui inclue tous les Canadiens et qui les fasse tous participer au processus d'innovation.

La recherche libre devrait se faire dans les universités; la recherche fondamentale ciblée et la recherche thématique, dans les laboratoires fédéraux en application de mandats respectifs; la recherche appliquée qui est économiquement viable devrait se faire par le truchement de partenariats et de contrats avec le secteur privé.

Les connaissances et les idées du secteur privé en matière de R-D doivent être mises à profit en faisant participer l'industrie aux premières étapes du processus de R-D.

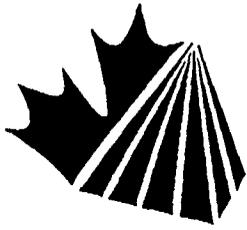
Le Canada doit, par une révision des programmes d'études primaires et secondaires, se donner une culture d'entrepreneuriat. Les universités et les collèges doivent mieux préparer leurs diplômés de façon à en faire des travailleurs hautement qualifiés et des entrepreneurs.

Tous les programmes de soutien de la commercialisation et de transfert de technologie doivent avoir des objectifs mesurables et faire périodiquement l'objet d'un examen indépendant.

Un investissement plus important dans le développement de produits et de services de santé s'impose.

### **Réflexions sur le processus**

M. Jack Clark, conférencier principal, a pressé tous les participants à la conférence de St. John's à songer au fait que, pour maintenir notre qualité de vie actuelle, nous devons créer de nouvelles richesses en appuyant les « gagnants et non les geignards » du secteur scientifique et technologique. Les participants ont réagi à cette invitation en soulignant qu'un système d'innovation clair, incluant tous les Canadiens, doit être élaboré; que l'industrie, l'université et le secteur public, les trois pierres d'assise de l'innovation, doivent forger des liens plus étroits; que les obstacles à la collaboration et à la coopération doivent être supprimés; que l'excellence dans tous les aspects de l'innovation doit être récompensée.



## Faits saillants des ateliers de consultations régionales

### MONTREAL

LES 22 ET 23 SEPTEMBRE 1994

- Présidente:** Paule Leduc, vice-présidente à l'enseignement et à la recherche, Université du Québec
- Conférencier principal:** Pierre Fortier, président du conseil d'administration et conseiller supérieur, Innovitech Inc.
- Participants:** 134 : 43 du milieu universitaire; 32 du monde des affaires; 32 du secteur public; 17 autres.

#### Gestion fédérale des investissements en matière de S-T

Afin de faciliter la mise en place d'un système national d'innovation, le gouvernement fédéral devrait créer le poste de conseiller scientifique principal, dont le rôle serait de conseiller le premier ministre sur tout ce qui touche les questions d'innovation, de dépenses et de priorités en matière de S-T.

En raison du rôle de premier plan exercé par le Canada en cette période de restrictions financières, le gouvernement fédéral devrait revoir ses activités internes en S-T, afin d'en déterminer la pertinence et l'efficacité, tout en maintenant une forte capacité en recherche fondamentale. L'aide devrait surtout viser le développement des entreprises existantes et nouvelles.

Les laboratoires fédéraux doivent maintenir une capacité nécessaire pour remplir les mandats qui leur sont confiés, se concentrer sur des programmes ciblés en recherche fondamentale, créer des comités consultatifs indépendants chargés d'établir des priorités et revoir périodiquement les programmes et les activités. Le gouvernement fédéral devrait donner à contrat autant de recherche que possible. Les laboratoires fédéraux ne devraient pas être en concurrence avec le secteur privé ou les universités, et ils ne devraient pas dépendre de sources non gouvernementales pour leur fonctionnement. Leurs installations et équipements devraient être mis à la disposition des autres intéressés.

Le gouvernement peut faciliter le transfert et la commercialisation des technologies en élaborant des politiques qui couvrent l'ensemble des volets recherche, formation, développement et innovation, en encourageant la participation des collectivités et en élaborant des mécanismes qui faciliteront la communication entre les chercheurs et les utilisateurs de la recherche. Le gouvernement fédéral doit rationaliser la réglementation afin qu'elle corresponde à celle des nos concurrents étrangers et afin d'accélérer la commercialisation des innovations.

Le système des soins de santé fait actuellement l'objet d'une refonte importante, l'accent étant mis sur la prévention, sur le traitement des patients à l'externe et sur l'établissement d'une culture de la santé. Le gouvernement fédéral peut contribuer à ces efforts en encourageant les expériences portant sur de nouveaux systèmes de soins de santé et en assurant l'accès aux banques de données sur la santé, par l'intermédiaire de l'autoroute de l'information et des nouvelles initiatives technologiques comme CANARIE.

#### Point de mire sur la région du Québec

Le Québec supporte activement la libéralisation du commerce international et a encouragé les investissements, ce qui a ouvert la voie à des percées importantes dans le développement et la commercialisation de nouvelles technologies. Les S-T sont considérées comme une activité importante, source de développement économique et de création d'emplois et de richesse. Les politiques et méthodes actuellement mises en place visent à réduire ou éliminer les obstacles à l'activité économique dans les S-T, et l'on s'attend à ce que tous les intéressés travaillent de concert à l'intérieur de leurs champs de compétence respectifs.

*Nous avons pour mission de déterminer des principes pouvant aider le gouvernement fédéral à établir des priorités d'investissement en sciences et technologie.*



Le gouvernement fédéral doit observer des principes commerciaux solides lorsqu'il tente de rationaliser ses dépenses en S-T dans le secteur des ressources naturelles et il doit reconnaître l'importance des S-T pour le maintien de la compétitivité de ce secteur. Le soutien continu des laboratoires fédéraux est nécessaire à l'industrie afin que celle-ci puisse croître, pénétrer les marchés internationaux et atteindre ses objectifs de développement durable.

### Établissement des priorités

Nous devrions élaborer des politiques visant à faciliter le partenariat entre tous les intervenants du système national d'innovation, dans le but d'améliorer le transfert des connaissances vers les entreprises et de permettre aux entreprises canadiennes d'utiliser plus rapidement les nouvelles technologies. Il faudrait lever les obstacles administratifs afin de faciliter le déplacement des scientifiques du gouvernement vers l'industrie et les universités. Les investissements en R-D devraient encourager les innovations et recourir davantage au partage des profits et des risques.

Les enfants devraient être initiés aux sciences dès le niveau préscolaire. L'autoroute de l'information est un outil qui permet non seulement de diffuser l'information scientifique, mais aussi de développer une culture d'apprentissage permanent.

Nous devrions utiliser les connaissances et les capacités de recherche des sciences sociales et humaines pour mieux comprendre les conséquences du développement technologique, d'en mesurer l'incidence sociale et de trouver des mesures correctives.

Nous devrions appuyer l'étape 2 de CANARIE et relier électroniquement entre elles les ressources documentaires existantes.

Il faudrait établir un organisme consultatif indépendant en sciences et en technologie qui aurait pour mandat de conseiller le gouvernement fédéral au sujet des priorités et des dépenses en S-T. Cet organisme veillerait à faire valoir les intérêts du Canada dans les organisations scientifiques internationales et à conseiller le gouvernement sur sa participation dans les secteurs à la fine pointe des connaissances, comme les recherches sur l'atmosphère et l'océanographie. Le développement durable est considéré comme un nouveau domaine de recherche que l'on devrait privilégier.

### Opinions répandues

Le gouvernement fédéral n'engagera pas de fonds nouveaux ou additionnels en S-T.

Les intéressés doivent être conscients des rôles et responsabilités de chacun et ils devraient les respecter, tout en coopérant entre eux afin de régler les différends. Il faudrait établir des tribunes facilitant les échanges entre les universités, l'industrie et le secteur public.

Le développement économique associé à la commercialisation des technologies de la santé représente un avantage important des politiques en matière de santé et un encouragement stratégique pour les investissements en S-T.

Nous devons développer le secteur des ressources naturelles dans une optique de développement durable.

### Réflexions sur le processus

Pierre Fortier, conférencier principal, a souligné le rôle des PME comme moteur principal du développement économique; il a également traité de la mondialisation des économies, des investissements croissants en R-D au Québec et des restrictions financières auxquelles sont confrontés tous les paliers de gouvernement. Il a présenté un aperçu des mesures prises par les gouvernements du Québec et du Canada afin de stimuler les investissements en S-T. Il a invité les participants à revoir les programmes et les dépenses du gouvernement fédéral afin de les rendre plus performants et de créer des emplois et de la richesse.

**Préparé par le Secrétariat de l'examen des sciences et de la technologie  
en collaboration avec le Bureau régional de Montréal d'Industrie Canada  
Téléphone: (613) 943-7034 ou fac-similé: (613) 993-4812**



## Faits saillants des ateliers de consultations régionales

### TORONTO

LES 29 ET 30 SEPTEMBRE 1994

- Présidente:** M<sup>me</sup> Wanda Dorosz, présidente-directrice générale, Quorum Growth Inc., Toronto (Ontario)
- Conférencier principal:** M. Alan G. Davenport, professeur et directeur du laboratoire de la soufflerie à couche limite (*Boundary Layer Wind Tunnel*), Université Western Ontario, London (Ontario)
- Participants:** 195 : 44 du milieu universitaire, 76 du monde des affaires, 20 du secteur public; 18 autres.

#### Gestion fédérale des investissements en matière de S-T

Les délégués ont formulé divers messages, dont voici les principaux : les S-T engendrent la richesse; ça vaut le coup d'y investir; un investissement mineur dans ce domaine peut rapporter gros. La science canadienne doit se maintenir à la fine pointe de la recherche. Voici la vision d'un Canada innovateur : «*Nous envisageons un Canada où les S-T améliorent la qualité de vie de tous les Canadiens, où l'innovation est une caractéristique de l'identité nationale et où la commercialisation des produits de la recherche constitue une priorité nationale.*» Cette vision suppose les objectifs suivants : mise en place d'une infrastructure de S-T conférant aux entreprises canadiennes un avantage concurrentiel, concentration sur les marchés stratégiques, priorité au transfert de la technologie et à la commercialisation, excellence en éducation et en formation, acceptation par le secteur privé de payer la part qui lui revient, protection de la société et maintien de la qualité de la vie. Les entreprises concentreront leurs activités dans des domaines stratégiques où elles peuvent soutenir la concurrence. Les quatre pierres angulaires ont chacune un rôle : les entreprises doivent soutenir l'innovation par une commercialisation à l'étranger; le système d'éducation doit former des personnes capables de s'adapter à la société mondialisée de demain; les collectivités locales doivent promouvoir un climat d'affaires fondé sur la coopération; les laboratoires fédéraux doivent soutenir les missions gouvernementales, aider l'industrie et effectuer des recherches scientifiques de niveau international.

L'État doit promouvoir une stratégie nationale et une culture scientifique, assurer la stabilité du financement et des politiques et créer un contexte propice à l'innovation.

Les conseils subventionnaires doivent maintenir, et éventuellement accroître, les subventions à la recherche universitaire. Les chercheurs indépendants constituent le fondement des S-T. Des liens doivent être établis entre les universités et l'industrie. L'industrie devrait faire appel aux universités pour des propositions en S-T. Le nombre de réseaux de centres d'excellence, de même que leur champ d'action, doivent être accrus. Les grandes décisions en matière de sciences requièrent un processus et un engagement d'envergure nationale, dans la mesure où elles correspondent aux compétences et aux besoins du Canada.

#### Point de mire sur la région de l'Ontario

Depuis longtemps, le secteur manufacturier, la construction automobile, les entreprises à base de technologie et les institutions financières, ainsi que la recherche fondamentale et appliquée de haute qualité constituent la force de l'économie ontarienne. Différents facteurs économiques, de même que la mondialisation des marchés, font avancer la région à grands pas vers un contexte marqué par une sophistication technologique de plus en plus poussée comportant davantage de projets coopératifs et innovateurs en science et en technologie, afin de créer et de commercialiser de nouveaux produits et de moderniser les procédés de fabrication, de garantir une main-d'œuvre qualifiée et de promouvoir des efforts d'innovation locaux pouvant se répercuter au niveau international.

*Nous avons pour mission de déterminer des principes pouvant aider le gouvernement fédéral à établir des priorités d'investissement en sciences et technologie.*



Pour ce qui est du développement durable, il existe un continuum de connaissances qui sous-tendent les responsabilités des ministères fédéraux, en matière tant de réglementation que de développement industriel. Ces connaissances doivent être utilisées pour favoriser l'innovation, et non pas seulement pour interdire des produits et dresser des barrières. Le développement durable a une importance capitale pour l'avenir des industries axées sur les ressources naturelles et les S-T en constituant un élément clé. Afin d'assumer les coûts et de réaliser les profits que suppose le développement durable, le Canada a besoin d'un secteur scientifique rentable et de calibre international, des connaissances et de la compréhension qui en découlent, ainsi que d'un partenariat efficace entre l'État et l'industrie.

Pour apprendre à éliminer les obstacles et à établir la collaboration, il y a lieu d'étudier les organismes de liaison existants. L'examen externe est essentiel pour assurer une gestion responsable des sciences au niveau fédéral. Les laboratoires fédéraux devraient faire faire la R-D à l'extérieur autant que possible pour favoriser la création de liens et accroître la capacité et les compétences en S-T au sein des entreprises concernées. Les politiques, stratégies et programmes fédéraux et provinciaux en matière de S-T doivent être en harmonie. Il doit y avoir une meilleure information et des liens plus étroits entre le système de financement et le système d'innovation. Nous avons besoin de nouveaux modèles pour l'éducation et la formation, fondés sur la technologie de l'information, les stages en entreprise et les liens avec l'industrie.

Les sciences sociales ont beaucoup à offrir dans un système national d'innovation, qu'il s'agisse de fournir des services d'aide linguistique et culturelle en commercialisation ou de prévoir les incidences sociales, éthiques, professionnelles ou individuelles de la nouvelle technologie. Les sciences sociales devraient être intégrées à la stratégie de S-T et recevoir le même type et le même niveau de financement que les sciences physiques.

La responsabilité quant à cette stratégie doit être assignée à un seul ministre qui doit surveiller un processus d'évaluation permettant à l'État de recevoir des rapports d'évaluation publics, qualitatifs et quantitatifs portant sur son rendement par rapport aux objectifs de S-T à court et à long terme, et sur d'autres questions comme l'équité en matière d'emploi. Le gouvernement doit accepter des conseils en S-T provenant de diverses sources, et non d'une organisation monolithique, même si cela signifie qu'il pourra recevoir des avis contradictoires. Le Conseil consultatif national des sciences et de la technologie (CCNST) doit évoluer afin de devenir un organisme d'écoute, de triage et d'interprétation de ces conseils.

Pour élaborer une stratégie nationale de S-T, nous devons commencer par décider les premiers ministres de chaque province de désigner un ministre chargé des stratégies de S-T, comme c'est le cas au niveau fédéral. Des mécanismes fédéraux-provinciaux sont indispensables pour appuyer des décisions importantes dans le domaine scientifique et, au besoin, pour obtenir la masse critique de compétences nécessaires.

### **Opinions répandues**

Le Canada a besoin d'une vision d'un système national d'innovation (SNI) qui soit fondé sur la pertinence et l'excellence, qui inclue tous les Canadiens et qui les fasse tous participer au processus d'innovation.

Les connaissances et les idées propres à chaque secteur doivent être mieux liées afin de renforcer l'innovation à l'échelle nationale.

Le Canada doit, par une révision des programmes d'études primaires et secondaires, se donner une culture d'entrepreneuriat. Les universités et les collèges doivent mieux préparer leurs diplômés de façon à en faire des travailleurs hautement qualifiés et des entrepreneurs.

La population et le parlement canadiens doivent être sensibilisés aux S-T et bien renseignés à ce sujet.

### **Réflexions sur le processus**

M. Alan Davenport, conférencier principal, a fait état de l'ampleur du secteur scientifique au Canada et a montré à quel point le Canadien moyen en sait relativement peu à ce sujet. Il a formulé des conseils et des recommandations sur des points à l'égard desquels les délégués pourraient proposer des changements. Malheureusement, il n'a pas disposé du temps nécessaire pour épuiser son sujet. MM. John Manley et Jon Gerrard ont affirmé leur engagement quant à l'importance des S-T au Canada et ont invité les participants à présenter au gouvernement des documents d'orientation francs et clairs en vue de l'aider à élaborer la stratégie valable et pertinente qui s'impose.

